

COMMUNIQUE DE PRESSE DU LANCEMENT DE LA CAMPAGNE

Le Valais compte 700 à 800 consommateurs de drogues injectables (héroïne principalement). Différentes observations laissent entrevoir une nette augmentation du nombre de cocaïnomanes i.v. En 1998, les Centres d'aide et de prévention (CAP) de la Ligue valaisanne contre les toxicomanies (LVT) ont accompagné **441 héroïnomanes**.

Les CAP de la LVT ont constaté que bon nombre de toxicomanes s'approvisionnaient en drogues et en matériel d'injection en milieu urbain, hors canton. Les enquêtes menées auprès des pharmaciens par l'Unité d'évaluation de programmes de prévention (UEPP) de l'Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive (IUMSP) de Lausanne ont par ailleurs révélé **qu'une quantité infime de seringues et autre matériel d'injection était vendue en Valais**.

Ces observations confirment que la situation des consommateurs de drogues est plus difficile dans les zones périphériques qu'en ville. Comment l'améliorer en ce qui concerne la prévention des risques et, plus particulièrement, la **prévention de la transmission des maladies infectieuses** (sida et hépatites) ? La LVT et la Société valaisanne des pharmaciens (SVPH) lancent, ce 11 mai 1999 à Sion, une large campagne de réduction des risques centrée sur le rappel de messages préventifs, l'amélioration de l'accessibilité au matériel d'injection (remis gratuitement, mais sous certaines conditions, aux toxicomanes i.v.), la récupération du matériel usagé et la prévention des overdoses (chaîne d'interventions d'urgence, formation des toxicomanes aux " gestes qui sauvent ", promotion de la ligne d'urgence 144, etc.).

Soutenue par le Service cantonal de la santé publique et préavisée positivement par la Commission cantonale consultative de lutte contre les toxicomanies (Cocatox), cette action se développera, dans un premier temps, sur **deux ans**. Outre ses deux acteurs principaux, elle peut compter également sur la compréhension et la participation de partenaires importants du réseau (entre autres, médecins, Antenne Sida, Centres médico-sociaux, Police, Brigade des stupéfiants, Ministère Public, etc.).

L'objectif ne consistera pas uniquement en une éducation et une recherche de modification des comportements des toxicomanes. Il s'agira aussi de faire évoluer les attitudes de la communauté locale vis-à-vis des mesures de réduction des risques appelées à prévenir la **transmission des maladies infectieuses**.

A ce jour, **trois quarts des pharmacies de la SVPH ont répondu positivement** à l'appel des initiateurs de la campagne. Cela garantit d'ores et déjà une excellente distribution de l'action de réduction des risques sur tout le canton.

La **campagne sera évaluée** à deux niveaux distincts. Un mandat de recherche-intervention relatif aux aspects essentiellement pédagogiques du projet est assumé par la Chaire de travail social de l'Université de Fribourg. Le traitement de l'axe quantitatif appelé " monitoring des seringues " sera, pour sa part, géré par l'UEPP/IUMSP de Lausanne. L'Office fédéral de la santé publique s'est montré fort intéressé par cette expérience menée en région périphérique.